

b) in sectie D worden de woorden "éducateur spécialisé en accompagnement psycho-éducatif, d'un diplôme de bachelier assistant social, d'un diplôme de bachelier assistant en psychologie" geschrapt.

Art. 16. In bijlage 2 van hetzelfde besluit wordt punt 1° vervangen door hetgeen volgt:

"1° behalve voor technisch en administratief personeel, wordt anciënniteit gelijkgesteld met een eerdere effectieve of wettelijk gelijkgestelde diensttijd, hetzij op basis van een arbeidsovereenkomst, hetzij als zelfstandige, op het gebied van opleiding, jeugd, permanente vorming, sociaal en educatief werk of bij een werkgever die door een overheidsinstantie is erkend of erkend in het kader van activiteiten die hoofdzakelijk voor kinderen of jongeren zijn bestemd;"

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Art. 18. De minister bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 25 januari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en het Onderwijs voor Sociale Promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Universitaire Ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd,
Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2024/001319]

25 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, l'article 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu l'avis n° 40 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 19 octobre 2023 ;

Vu le test genre du 12 décembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 22 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.216/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 22 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 26 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret, le quatrième alinéa est abrogé.

Art. 2. Dans l'article 27, § 1^{er}, du même arrêté, le quatrième alinéa est remplacé par ce qui suit :

« Le pouvoir organisateur visé à l'alinéa 1^{er} met en place un système de contrôle interne de la comptabilité. ».

Art. 3. L'article 33 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 33. Lorsque la demande est recevable, l'administration communique dans les dix jours ouvrables qui suivent la notification de la décision déclarant la recevabilité, la demande à la commission d'agrément afin que celle-ci rende un avis sur l'opportunité de la mise en œuvre du projet, basé, conformément à l'article 146, § 1^{er}, du décret, sur les principes de programmation fixés par le Gouvernement.

La commission d'agrément transmet immédiatement une demande d'avis d'opportunité au conseil de concertation intra-sectorielle de la division ou de l'arrondissement dans laquelle ou dans lequel se situe le service et le conseil rend son avis à la commission d'agrément dans les deux mois qui suivent la réception de la demande. ».

Art. 4. L'article 34 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 34. Dans les deux mois qui suivent le transmis de la demande à la commission d'agrément, l'administration rend au Ministre un avis sur l'opportunité de la mise en œuvre du projet, auquel elle joint le rapport du service de l'administration chargé de l'accompagnement et du contrôle pédagogiques, le rapport du service de l'administration chargé du contrôle comptable et une estimation budgétaire du service de l'administration chargé de la gestion comptable.

Dans le même délai, l'administration rend à la commission d'agrément un avis sur l'opportunité de la mise en œuvre du projet, auquel elle joint le rapport du service de l'administration chargé de l'accompagnement et du contrôle pédagogiques. ».

Art. 5. L'article 35 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 35. La commission d'agrément rend au Ministre son avis concernant l'opportunité de la mise en œuvre du projet dans les quatre mois qui suivent la réception de la demande de l'administration et le communique simultanément au demandeur.

En l'absence d'avis dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, l'avis de la commission d'agrément n'est plus requis.

Conformément à l'article 147, § 1^{er}, alinéa 3, du décret, lorsque la commission constate que tous les avis reçus sont favorables, elle rend un avis favorable. Toutefois, cette obligation ne s'applique que lorsque la commission d'agrément a reçu tous les avis requis. ».

Art. 6. L'article 36 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 36. Dans les deux mois qui suivent la réception de l'avis de la commission d'agrément ou l'expiration du délai dans lequel elle aurait dû rendre son avis, le Ministre notifie au demandeur et à l'administration sa décision relative à l'opportunité de la mise en œuvre du projet et invite l'administration à poursuivre ou non la procédure d'agrément ».

Art. 7. L'article 37 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 37. Si la décision du Ministre relative à l'opportunité est positive, l'administration examine la conformité du service aux conditions d'agrément et rend au Ministre un avis circonstancié à ce sujet dans les trois mois de la réception de la décision du Ministre.

Dans son avis circonstancié, l'administration peut proposer un délai supplémentaire à l'examen de la demande d'agrément afin que le pouvoir organisateur puisse rencontrer des exigences réglementaires de conformité.

Pour l'agrément sollicité, l'administration joint à l'avis visé à l'alinéa 1^{er}, le rapport du service de l'administration chargé de l'accompagnement et du contrôle pédagogiques. ».

Art. 8. L'article 38 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 38. Dans les deux mois qui suivent la réception de l'avis de conformité de l'administration, le Ministre statue sur la demande d'agrément et notifie sa décision finale au demandeur, à l'administration et à la commission d'agrément. ».

Art. 9. Dans le chapitre 3 du même arrêté, il est inséré une section 1/2, comportant les articles 39/1, 39/2, 39/3, 39/4, 39/5, 39/6 rédigée comme suit :

« Section 1/2. - La demande de modification d'agrément

Art 39/1. Une demande préalable de modification d'agrément doit être introduite par le pouvoir organisateur agréé par l'aide à la jeunesse lorsque :

1° un pouvoir organisateur agréé par l'aide à la jeunesse souhaite organiser un nouveau service, une nouvelle section, ou une antenne ;

2° un pouvoir organisateur agréé par l'aide à la jeunesse, ne souhaite plus organiser un service, une section, ou une antenne pour lesquels il a été agréé ;

3° pour toute modification portant sur les informations visées au 2° de l'article 5, alinéa 2.

Art. 39/2. Le pouvoir organisateur agréé introduit auprès de l'administration une demande de modification d'agrément exposant l'objet de la demande conformément à l'article 39/1 et comportant une actualisation des informations et documents visés à l'article 31.

Art. 39/3. L'administration accuse réception de la demande de modification d'agrément dans les dix jours ouvrables.

Art. 39/4. Dans les trois mois qui suivent la réception de la demande, l'administration examine la demande de modification d'agrément sollicité et rend au Ministre un avis circonstancié à ce sujet. L'administration joint à son avis le rapport du service de l'administration chargé de l'accompagnement et du contrôle pédagogiques, le rapport du service de l'administration chargé du contrôle comptable et l'évaluation de l'impact budgétaire de la modification de l'agrément du ou des service(s) de l'administration chargé de la gestion comptable.

Dans son avis circonstancié visé à l'alinéa 1^{er}, l'administration peut proposer un délai supplémentaire à l'examen de la demande de modification d'agrément.

Art. 39/5. Dans les deux mois qui suivent la réception de l'avis circonstancié de l'administration, le Ministre statue sur la demande de modification d'agrément et notifie sa décision au demandeur et à l'administration.

Art. 39/6. En cas de refus de la modification d'agrément, le pouvoir organisateur ne peut introduire de nouvelle demande portant sur le même objet que six mois au moins après que la décision de refus lui ait été notifiée. ».

Art. 10. Dans le chapitre 3 du même arrêté, il est inséré une section 1/3, comportant l'article 39/7, rédigée comme suit :

« Section 1/3. – La renonciation à un agrément

Art. 39/7. Le pouvoir organisateur qui ne désire plus bénéficier de l'agrément octroyé en vertu du décret est tenu d'en informer le Ministre et l'administration, par courrier recommandé, au moins six mois avant la prise d'effet de la fin de l'agrément.

Dans les deux mois qui suivent la réception de l'information, l'administration rend au Ministre un rapport qui reprend les modalités de mise en œuvre de la fin de l'agrément et les conditions dans lesquelles la fermeture du ou des services vont s'opérer.

Le Ministre retire l'agrément et en informe le pouvoir organisateur et l'administration.

Le pouvoir organisateur qui a renoncé à son agrément peut à tout moment introduire une nouvelle demande d'agrément conformément à l'article 31. ».

Art. 11. Dans l'article 53 § 1^{er}, 6^o, du même arrêté, le montant de l'indemnité de séjours extérieurs de « 34,77 euros » est remplacé par « 35,47 euros ».

Art. 12. L'article 53 § 1^{er}, alinéa 2, 1^o, a et b, et 2^o, du même arrêté est remplacé comme suit :

« Lorsque plusieurs services, dont l'un au moins est un service résidentiel général, relèvent du même pouvoir organisateur et que ces services comptent ensemble plus de 28 équivalents temps plein, les règles suivantes s'appliquent, par dérogation aux normes en matière d'effectif de personnel fixées par les arrêtés spécifiques :

1^o le directeur du ou d'un service résidentiel général est remplacé par un directeur général barème B et y sont ajoutés :

a) 1 directeur pédagogique barème B ;

b) 1 directeur barème B ou 1 directeur administratif barème B ou 1 économiste gradué ;

2^o le directeur de chaque service autre que le service résidentiel général visé au 1^o peut, à la demande du pouvoir organisateur, être remplacé par un coordinateur barème A. ».

Art. 13. A l'article 54 du même arrêté, un alinéa 7 est ajouté rédigé comme suit :

« Pour chaque emploi vacant du cadre agréé, la fonction prise en considération pour le calcul de la subvention provisionnelle pour frais de personnel est :

- pour le personnel éducatif : la fonction correspondant au barème éducateur classe 1 ;

- pour le personnel coordinateur : la fonction correspondant au barème coordinateur barème A ;

- pour le personnel psycho-social : la fonction correspondant au barème bachelier ;

- pour le personnel titulaire d'un master : la fonction correspondant au barème master ;

- pour le personnel juridique : la fonction juridique correspondant au barème master ;

- pour le personnel administratif : la fonction correspondant au barème rédacteur ;

- pour le personnel technique : la fonction correspondant au barème personnel technique ;

- pour le personnel de direction : la fonction correspondant au barème du directeur manquant ;

- pour le personnel médical : la fonction correspondant au barème Docteur en médecine. ».

Art. 14. Dans l'article 58 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3^o est remplacé par ce qui suit :

« 3^o Lorsque le pouvoir organisateur dispose d'un bail d'une durée au moins équivalente à la durée des amortissements, la dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles afférente aux gros travaux, dont le taux d'amortissement est fixé à 10 ou 6,66 %.

Lorsque le pouvoir organisateur dispose d'un bail inférieur à 10 ou 15 ans, la dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles afférente aux gros travaux, dont le taux d'amortissement est fixé à 10 ou 6,66 %. En cas de résiliation en cours de bail émanant du locataire ou du propriétaire, en cas de résiliation d'un commun accord, ou lorsque le contrat de bail est arrivé à son terme, la partie restante à amortir est à charge des fonds propres du pouvoir organisateur ; » ;

b) il est inséré le 3/1 rédigé comme suit :

« 3/1 lorsque le pouvoir organisateur est propriétaire des immeubles qu'il occupe ou bénéficie d'un droit réel d'au moins 27 ans, la dotation aux amortissements sur immobilisations corporelles afférente aux gros travaux, dont le taux d'amortissement est fixé à 10 ou 6,66 % ; » ;

c) le 4^o est complété par les mots « et le matériel roulant d'occasion de plus de 2 ans. Un véhicule étant considéré comme neuf pendant 2 ans ; » ;

d) il est inséré le 5/1 rédigé comme suit :

« Nonobstant les règles comptables spécifiques au service, tout achat de biens d'investissement dépassant le montant de 1000 euros indexable doit faire l'objet d'un amortissement ; » ;

e) le 13° est remplacé par ce qui suit : « 13° les montants payés aux travailleurs indépendants sur base des factures établies, aux agences locales pour l'emploi et aux entreprises de travail intérimaire pour des tâches ponctuelles qui ne relèvent pas des tâches des membres du personnel du cadre agréé, aux personnes mises à disposition d'un service dans le cadre d'un groupement d'employeurs, aux bénévoles et dans le cadre d'un contrat de travail conclu sur base de l'article 60, § 7, ou 61 de la loi organique des C.P.A.S du 8 juillet 1976 ; » ;

f) dans le 16°, les mots « , sauf dérogation accordée par le Ministre sur la base de l'avis de l'administration » sont rajoutés après les mots « pour frais de fonctionnement » ;

g) dans le 18°, les mots « dont ceux liés » sont remplacés par les mots « ainsi que ceux liés ».

Art. 15. L'article 58 du même arrêté, est complété par les 26° et 27° rédigés comme suit :

« 26° les frais de camps, d'activités sportives culturelles ou autres, des services non résidentiels ne bénéficiant pas de ce type de subventions pour frais individuels ;

27° les charges d'amortissement ainsi que les intérêts relatifs aux vélos ou autres matériels roulant non motorisés achetés en leasing.

L'utilisation privée du vélo ou d'un autre matériel roulant non motorisé par le travailleur doit faire l'objet d'un avantage en nature mentionné sur sa fiche de salaire. ».

Art. 16. L'article 65 du même arrêté, est remplacé par ce qui suit :

« Sont pris en considération pour le calcul de la subvention pour frais de personnel du service, et ce jusqu'au départ volontaire, au licenciement, au départ à la pension, au décès, au changement de fonction, à la rupture de contrat ou à la réduction du temps de travail, les membres du personnel du pouvoir organisateur suivants :

1° ceux dont la fonction était, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, prise en compte dans le cadre du calcul de la subvention provisionnelle pour frais de personnel, en application des normes d'encadrement des subventions applicables ;

2° ceux dont la fonction était, à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, prise en considération dans le cadre du calcul de la subvention provisionnelle pour frais de personnel, alors même que leur fonction n'était pas prévue dans les normes d'encadrement des subventions applicables. ».

Art. 17. Dans le même arrêté, l'annexe 2 est remplacée par l'annexe jointe au présent arrêté.

Art. 18. Dans l'annexe 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« sauf pour le personnel administratif, technique et de direction administrative visé à l'annexe 2, D, E et F, 1° , l'ancienneté équivaut aux prestations antérieures effectives ou légalement assimilées, effectuées chez un employeur agréé ou reconnu par un pouvoir public dans le cadre d'activités principalement destinées aux enfants et aux jeunes. » ;

b) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« pour le personnel administratif, technique et de direction administrative visé à l'annexe 2, D, E et F, 1° , l'ancienneté équivaut à l'ensemble des prestations antérieures effectives chez tout employeur dans une fonction équivalente. »

Art. 19. L'annexe 4 du même arrêté est complétée par les 12° et 13° rédigés comme suit :

« 12° les prestations des étudiants en ce compris celles des étudiants détenteurs d'un certificat de fin d'études secondaires supérieures sans orientation sociale ou éducative, dont l'échelle barémique correspond à une fonction d'éducateur classe 2B ;

13° les pertes afférentes à d'autres projets qui sont pris en charge par un autre pouvoir subsidiant, cofinancés par l'aide à la jeunesse et s'inscrivant dans les missions du service, à l'exception des projets mis en œuvre dans le cadre de programmes fédéraux et régionaux d'aide à l'emploi. »

Art. 20. Les membres du personnel pris en considération, conformément à l'article 54, alinéa 3, du même arrêté, dans le calcul de la subvention provisionnelle pour frais de personnel du triennat 2025-2027 sont soumis aux conditions de qualification de l'annexe 2 du présent arrêté.

Art. 21. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2024.

Art. 22. Le Ministre qui a l'aide à la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 janvier 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports
et de l'Enseignement de Promotion sociale,

P.-Y. JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse,
des Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

F. BERTIEAUX

ANNEXE à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse

« ANNEXE 2 à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

ANNEXE 2

CONDITIONS DE QUALIFICATION POUR LA SUBVENTION POUR FRAIS DE PERSONNEL

1° Pour accéder à une fonction déterminée nécessitant un diplôme de l'enseignement supérieur, le travailleur doit être titulaire d'un diplôme professionnalisant relatif aux domaines mentionnés dans l'annexe ci-dessous tels que repris à l'annexe 2 du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études « décret paysage ».

2° Les titulaires d'un master peuvent être admis aux fonctions ouvertes à des bacheliers pour autant que le master appartienne aux domaines admis pour la fonction visée, et ce sans impact sur la subvention provisionnelle pour frais de personnel.

A. Personnel éducatif :

1° pour être subventionné au barème coordinateur (Barème A), être titulaire d'un diplôme de bachelier ou d'un master des domaines 6, 8, 10 et 10 bis, à l'exception des diplômes relatifs à l'enseignement ;

2° pour être subventionné au barème éducateur classe 1, être titulaire d'un diplôme de bachelier du domaine 10 bis, à l'exception des diplômes relatifs à l'enseignement ;

3° pour être subventionné au barème éducateur classe 2 A, être titulaire d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur à orientation sociale, éducative ou paramédicale.

4° dans les limites fixées par les arrêtés spécifiques pour les services résidentiels, le personnel éducatif peut être titulaire d'un diplôme de bachelier ou d'un master des domaines 5, 6, 7, 8, 10, 10 bis, à l'exception des diplômes relatifs à l'enseignement.

B. Personnel psycho-social :

1° pour être subventionné au barème master, être titulaire d'un diplôme de master des domaines 5, 6, 7, 8, 10, 10 bis, à l'exception des diplômes relatifs à l'enseignement ;

2° pour être subventionné au barème bachelier, être titulaire d'un diplôme de bachelier des domaines 5, 6, 7, 8, 10, 10 bis, à l'exception des diplômes relatifs à l'enseignement ;

C. Personnel juridique :

Pour être subventionné au barème master, être titulaire d'un diplôme de master des domaines 7 et 8.

D. Personnel administratif :

1° pour être subventionné au barème secrétaire de direction, être titulaire d'un diplôme de bachelier du domaine 5 et 9 ;

2° pour être subventionné au barème économiste gradué, être titulaire d'un diplôme de bachelier du domaine 5 et 9 ;

3° pour être subventionné au barème économiste non gradué, être titulaire d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur à orientation économique ;

4° pour être subventionné au barème rédacteur, être titulaire d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur ;

5° pour être subventionné au barème commis, être titulaire d'un certificat de l'enseignement secondaire inférieur ou d'un certificat d'enseignement secondaire du 2e degré.

E. Personnel technique :

Pour être subventionné au barème personnel technique : aucune condition de qualification.

F. Personnel de direction :

1° pour être subventionné au barème directeur administratif (Barème B), être titulaire d'un diplôme de bachelier ou master des domaines 7 et 9 ;

2° pour être subventionné au barème directeur (Barème B) ou directeur pédagogique (Barème B), être titulaire d'un diplôme de bachelier ou master des domaines 5, 6, 7, 8, 10, 10 bis, à l'exception des diplômes relatifs à l'enseignement et disposer d'une expérience utile d'au moins 3 ans, dans une fonction éducative ou psychosociale avec des enfants ou des jeunes. Pour les activités à temps partiel, l'expérience utile est réduite à due concurrence ;

3° pour être subventionné au barème directeur général (Barème B), être titulaire d'un diplôme de bachelier ou de master des domaines 5, 6, 7, 8, 9, 10, 10 bis, à l'exception des diplômes relatifs à l'enseignement et disposer d'une expérience utile d'au moins 6 ans, dans une fonction éducative ou psychosociale avec des enfants ou des jeunes ou dans une fonction de gestion ou de gestion de ressources humaines. Pour les activités à temps partiel, l'expérience utile est réduite à due concurrence.

G. Personnel médical :

Pour être subventionné au barème Docteur en médecine, être titulaire d'un diplôme de master du domaine 11. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse.

Bruxelles, le 25 janvier 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales,
des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,

Pierre-Yves JEHOLET

La Ministre de l'Enseignement supérieur, des Hôpitaux universitaires, de l'Aide à la jeunesse, des
Maisons de Justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

Françoise BERTIEAUX

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2024/001319]

25 JANUARI 2024. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, inzonderheid op artikel 149 ;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 6 juli 2023;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 13 juli 2023;

Gelet op het advies nr. 40 van de Gemeenschapsraad voor preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, gegeven op 19 oktober 2023;

Gelet op de « gendertest » van 12 december 2023 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de aanvraag om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de aanvraag om advies op 22 december 2023 ingeschreven werd in de rol van de afdeling wetgeving van de Raad van State onder het nummer 75.216/2;

Gelet op de beslissing van de afdeling wetgeving van 22 december 2023 om geen advies te geven binnen de gevraagde termijn, met toepassing van artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de Jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 26 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet wordt het vierde lid opgeheven.

Art. 2. In artikel 27, § 1 van hetzelfde besluit wordt het vierde lid vervangen als volgt :

« De inrichtende macht bedoeld in het eerste lid voert een intern controlesysteem van de boekhouding. ».

Art. 3. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 33. Indien de aanvraag ontvankelijk is, deelt de administratie binnen tien werkdagen volgend op de kennisgeving van de beslissing van de ontvankelijkheidsverklaring de aanvraag mee aan de erkenningscommissie zodat deze een advies kan uitbrengen over de opportuniteit van de uitvoering van het project dat overeenkomstig artikel 146, § 1, van het decreet, gebaseerd is op de programmeringsprincipes vastgesteld door de Regering.

De erkenningscommissie bezorgt onmiddellijk een verzoek om opportuniteitsadvies aan de intrasectorale overlegraad van de afdeling of van het arrondissement waarin de dienst gevestigd is en de raad brengt zijn advies uit aan de erkenningscommissie binnen twee maanden volgend op de ontvangst van de aanvraag. ».

Art. 4. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 34. Binnen twee maanden na de indiening van de aanvraag bij de erkenningscommissie brengt de administratie de minister een advies uit over de opportuniteit van de uitvoering van het project, waarbij zij het verslag van de dienst van de administratie belast met de pedagogische begeleiding en controle, het verslag van de dienst van de administratie belast met de boekhoudkundige controle en een begrotingsraming van de dienst van de administratie die belast is met het boekhoudkundige beheer, voegt.

In dezelfde termijn brengt de administratie de erkenningscommissie een advies uit over de opportuniteit van de uitvoering van het project, waarbij zij het verslag van de dienst van de administratie belast met de pedagogische begeleiding en controle voegt. ».

Art. 5. Artikel 35 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 35. De erkenningscommissie brengt de minister haar advies uit over de wenselijkheid van de uitvoering van het project binnen vier maanden volgend op de ontvangst van de aanvraag van de administratie en deelt het simultaan mee aan de aanvrager.

Bij ontstentenis van een advies binnen de termijn bedoeld in het eerste lid, is het advies van de erkenningscommissie niet meer vereist.

Overeenkomstig artikel 147, § 1, derde lid, van het decreet, brengt de commissie een gunstig advies uit wanneer ze vaststelt dat alle ontvangen adviezen gunstig zijn. Deze plicht geldt echter enkel wanneer de erkenningscommissie alle vereiste adviezen heeft ontvangen. ».

Art. 6. Artikel 36 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 36. Binnen twee maanden na ontvangst van het advies van de erkenningscommissie of het verstrijken van de termijn waarin ze haar advies had moeten uitbrengen, stelt de minister de aanvrager en de administratie op de hoogte van zijn beslissing over de opportuniteit van de uitvoering van het project en verzoekt de administratie om erkenningsprocedure al dan niet voort te zetten.

Art. 7. Artikel 37 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 37. Indien de beslissing van de minister over de opportuniteit gunstig is, onderzoekt de administratie de overeenstemming van de dienst met de erkenningsvoorwaarden en brengt de minister hierover een omstandig advies uit binnen de drie maanden na de ontvangst van de beslissing van de minister.

In haar omstandig advies kan de administratie meer tijd voorstellen om de erkenningsaanvraag te onderzoeken, zodat de inrichtende macht aan de reglementaire vereisten inzake overeenstemming kan voldoen.

Voor de gevraagde erkenning voegt de administratie bij het advies bedoeld in het eerste lid het verslag van de dienst van de administratie belast met de pedagogische begeleiding en controle. ».

Art. 8. Artikel 38 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 38. Binnen twee maanden na de ontvangst van de conformiteitsverklaring van de administratie beslist de minister over de erkenningsaanvraag en deelt hij zijn eindbeslissing mee aan de aanvrager, de administratie en de erkenningscommissie. ».

Art. 9. In hoofdstuk 3 van hetzelfde besluit wordt een afdeling 1/2 ingevoegd die de artikelen 39/1, 39/2, 39/3, 39/4, 39/5, 39/6 bevat, luidend als volgt :

« Afdeling 1/2. - De aanvraag om wijziging van de erkenning

Art. 39/1. Een voorafgaande aanvraag om wijziging van de erkenning moet ingediend worden door de inrichtende macht erkend door de hulpverlening aan de jeugd wanneer :

1° een inrichtende macht die erkend wordt door de hulpverlening aan de jeugd een nieuwe dienst, een nieuwe afdeling of een antenne wenst te organiseren;

2° een inrichtende macht die erkend wordt door de hulpverlening aan de jeugd niet langer een nieuwe dienst, een nieuwe afdeling of een antenne wenst te organiseren waarvoor zij erkend werd;

3° voor alle wijziging die betrekking heeft op de informatie bedoeld in 2° van artikel 5, tweede lid.

Art. 39/2. De erkende inrichtende macht dient bij de administratie een aanvraag tot wijziging van de erkenning in, waarin het onderwerp van de aanvraag wordt uiteengezet overeenkomstig artikel 39/1 en met inbegrip van een bijwerking van de informatie en documenten bedoeld in artikel 31.

Art. 39/3. De administratie bevestigt binnen tien werkdagen de ontvangst van de aanvraag tot wijziging van de erkenning.

Art. 39/4. Binnen de drie maanden na de ontvangst van de aanvraag onderzoekt de administratie de aanvraag tot wijziging van de gevraagde erkenning en brengt zij de Minister hierover een omstandig advies uit. De administratie voegt bij haar advies het verslag van de administratie belast met de pedagogische begeleiding en controle, het verslag van de administratie belast met de boekhoudkundige controle en de evaluatie van de budgettaire impact van de wijziging van de erkenning van de dienst (en) van de administratie belast met het boekhoudkundige beheer.

In haar omstandig advies bedoeld in het eerste lid kan de administratie meer tijd voorstellen om de aanvraag tot wijziging van de erkenning te onderzoeken.

Art. 39/5. Binnen twee maanden na de ontvangst van het omstandig advies van de administratie beslist de minister over de aanvraag tot wijziging van de erkenning en deelt hij zijn eindbeslissing mee aan de aanvrager en aan de administratie.

Art. 39/6. Bij weigering van de erkenningswijziging kan de inrichtende macht geen nieuwe aanvraag indienen over hetzelfde onderwerp tot ten minste zes maanden nadat de weigeringsbeslissing haar is meegedeeld. ».

Art. 10. In hoofdstuk 3 van hetzelfde besluit wordt een afdeling 1/3 ingevoegd die artikel 39/7 bevat, luidend als volgt :

« Afdeling 1/3. - Afstand van een erkenning

Art. 39/7. De inrichtende macht die niet langer wil genieten van de erkenning verleend krachtens het decreet, is verplicht om de Minister en de administratie hiervan, per aangetekende brief, op de hoogte te stellen, minstens zes maanden voordat het einde van de erkenning van kracht wordt.

Binnen twee maanden na ontvangst van de informatie dient de administratie een verslag in bij de minister waarin de nadere regels worden uiteengezet voor de uitvoering van de beëindiging van de erkenning en de voorwaarden waaronder de sluiting van de dienst(en) zal plaatsvinden.

De Minister trekt de erkenning in en informeert de inrichtende macht en de administratie hierover.

De inrichtende macht die afstand heeft gedaan van haar erkenning kan op elk moment een nieuwe aanvraag tot erkenning indienen overeenkomstig artikel 31. ».

Art. 11. In artikel 53, § 1, 6°, van hetzelfde besluit wordt het bedrag van de vergoeding van externe verblijven van « 34,77 euro » vervangen door « 35,47 euro ».

Art. 12. Artikel 53, § 1, tweede lid, 1° a en b, en 2° van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Wanneer meerdere diensten, waarvan minstens één een algemene residentiële diens is, tot dezelfde inrichtende macht behoren en die diensten samen meer dan 28 voltijdse equivalenten tellen, gelden onderstaande regels, in afwijking van de normen inzake personeelsbestand die door de specifieke besluiten worden vastgelegd :

1° de directeur van de of van een algemene residentiële dienst wordt vervangen door een directeur-generaal barema B en worden eraan toegevoegd :

a) 1 pedagogisch directeur barema B ;

b) 1 directeur barema B of 1 administratieve directeur barema B of 1 gegradueerde huismeester;

2° de directeur van elke andere dienst dan de algemene residentiële dienst bedoeld in 1° kan, op aanvraag van de inrichtende macht, vervangen worden door een coördinator barema A. ».

Art. 13. In artikel 54 van hetzelfde besluit wordt een zevende lid toegevoegd, luidend als volgt :

« Voor elke vacante betrekking van de erkende personeelsformatie is de functie die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van de provisionele subsidie voor personeelskosten :

- voor het educatief personeel : de functie die overeenstemt met de barema van opvoeder klasse 1;

- voor het coördinerend personeel : de functie die overeenstemt met de barema van coördinator barema A ;
- voor het psycho-sociaal personeel : de functie die overeenstemt met de barema van bachelor ;
- voor het personeel houder van een master : de functie die overeenstemt met de barema van master ;
- voor het juridisch personeel : de functie die overeenstemt met de barema van master ;
- voor het administratief personeel : de functie die overeenstemt met de barema van opsteller ;
- voor het technisch personeel : de functie die overeenstemt met de barema van technisch personeel;
- voor het bestuurspersoneel : de functie die overeenstemt met de barema van ontbrekende directeur;
- voor het medisch personeel : de functie die overeenstemt met de barema van doctor in geneeskunde. ».

Art. 14. In artikel 58 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 3° wordt vervangen als volgt :

« 3° wanneer de inrichtende macht een huurovereenkomst heeft waarvan de duur minstens gelijk is aan de duur van de afschrijvingen, de dotatie voor de afschrijving op de vaste activa die betrekking heeft op de grote werken waarvan het afschrijvingspercentage op 10 of 6,66% vastgesteld is.

« 3° wanneer de inrichtende macht een huurovereenkomst heeft waarvan de duur lager is dan 10 of 15 jaar, de dotatie voor de afschrijving op de vaste activa die betrekking heeft op de grote werken waarvan het afschrijvingspercentage op 10 of 6,66% vastgesteld is. Bij opzegging tijdens de huurovereenkomst door de huurder of de eigenaar, bij opzegging in onderling overleg, of bij beëindiging van de huurovereenkomst, komt het resterende af te schrijven deel ten laste van de eigen middelen van de inrichtende macht ; »;

b) er wordt een punt 3/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« 3° wanneer de inrichtende macht eigenaar is van de gebouwen die zij in gebruik neemt of beschikt over een zakelijk recht van minstens 27 jaar, de dotatie voor de afschrijvingen op vaste activa die verband houden met grote werken, waarvan het afschrijvingspercentage op 10 of 6,66% is vastgelegd; »

c) Punt 4° wordt aangevuld met de woorden « en het tweedehandse rollend materiaal van meer dan 2 jaar. Een voertuig wordt als nieuw beschouwd tijdens 2 jaar; »;

d) er wordt een punt 5/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Niettegenstaande de boekhoudkundige regels die specifiek zijn voor de dienst, moet elke aankoop van investeringsgoederen boven het indexeerbare bedrag van 1000 euro onderworpen zijn aan afschrijvingen; »;

e) 13° wordt vervangen als volgt : « 13° de bedragen betaald aan zelfstandigen op basis van facturen, aan plaatselijke werkgelegenheidsagentschappen en aan uitzendkantoren voor punctuele opdrachten die niet behoren tot de opdrachten van het personeel van het erkend personeelskader, aan personen die ter beschikking worden gesteld van een dienst in het kader van een groepering van werkgevers, aan vrijwilligers en in het kader van een arbeidsovereenkomst afgesloten op basis van artikel 60, § 7, of 61 van de organieke wet betreffende de O.C.M.W's van 8 juli 1976 ; » ;

f) in punt 16° worden de woorden « , behalve afwijking verleend door de Minister op basis van het advies van de administratie » toegevoegd na de woorden « voor werkingskosten » ;

g) in punt 18° worden de woorden “waaronder de kosten” vervangen door de woorden “alook de kosten”.

Art. 15. Artikel 58 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de punten 26° en 27°, luidend als volgt :

« 26° kosten van kampen, culturele of andere sportactiviteiten, niet-residentiële diensten die niet genieten van dit soort subsidies voor individuele kosten;

27° afschrijvingskosten en rente met betrekking tot fietsen of ander niet-gemotoriseerd rollend materieel aangekocht in leasing.

Het privégebruik van de fiets of van een ander niet-gemotoriseerd rollend materieel door de werknemer moet het voorwerp uitmaken van een voordeel in natura dat op zijn loonfiche vermeld staat. ».

Art. 16. Artikel 65 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Worden in aanmerking genomen voor de berekening van de subsidie voor personeelskosten van de dienst, en dit, tot aan vrijwillig vertrek, ontslag, pensionering, overlijden, functieverandering, beëindiging van de overeenkomst of einde van de vermindering van de arbeidsduur, de volgende leden van het personeel van de inrichtende macht :

1° degenen wier functie op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in aanmerking werd genomen bij de berekening van de provisionele subsidie voor personeelskosten, met toepassing van de toepasselijke subsidiebeheernormen;

2° degenen wier functie op de datum van inwerkingtreding van dit besluit in aanmerking werd genomen bij de berekening van de provisionele subsidie voor personeelskosten, terwijl hun functie niet voorzien was in de toepasselijke subsidiebeheernormen; ».

Art. 17. In hetzelfde besluit wordt bijlage 2 vervangen door de bijlage gevoegd bij dit besluit.

Art. 18. In bijlage 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) 1° wordt vervangen als volgt :

« behalve voor het administratief, technisch en administratief leidinggevend personeel bedoeld in bijlage 2, D, E en F, 1°, is de anciënniteit gelijkwaardig aan eerdere effectieve of wettelijk gelijkgestelde diensten uitgevoerd bij een werkgever die is goedgekeurd of erkend door een overheidsdienst in het kader van activiteiten die vooral gericht zijn op kinderen en jongeren. » ;

b) 2° wordt vervangen als volgt :

« voor het administratief, technisch en administratief leidinggevend personeel bedoeld in bijlage 2, D, E en F, 1°, is de anciënniteit gelijkwaardig aan het geheel van de eerdere effectieve diensten bij elke werkgever in een gelijkwaardige functie. »

Art. 19. Bijlage 4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de punten 12° en 13°, luidend als volgt :

“12° de prestaties van studenten, met inbegrip van die van studenten die houder zijn van een eindgetuigschrift van het hoger secundair onderwijs zonder sociale of educatieve oriëntatie, waarvan de weddeschaal overeenkomt met een functie van opvoeder klasse 2B;

13° de verliezen die verband houden met andere projecten die worden ten laste genomen door een andere subsidiërende overheid, medegefinancierd door de hulpverlening aan de jeugd en behorend tot de opdrachten van de dienst, met uitzondering van de projecten uitgevoerd in het kader van federale en regionale werkondersteunende programma's. »

Art. 20. De personeelsleden die in aanmerking worden genomen, overeenkomstig artikel 54, derde lid, van hetzelfde besluit, in het kader van de berekening van de provisionele subsidie voor personeelskosten van 2025-2027, zijn onderworpen aan de kwalificatievoorwaarden van bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 21. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2024.

Art. 22. De Minister bevoegd voor hulpverlening aan de jeugd is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 januari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Universitaire ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd,
Justitiehuizen, Jeugd en Promotie van Brussel;
F. BERTIEAUX.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2024/001304]

25 JANVIER 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement en accueil familial

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 20 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée ;

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 143 et 149 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement en accueil familial ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 6 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 juillet 2023 ;

Vu l'avis n° 41 du Conseil communautaire de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, donné le 19 octobre 2023 ;

Vu le test genre du 12 décembre 2023 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 22 décembre 2023 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 75.219/2 ;

Vu la décision de la section de législation du 22 décembre 2023 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse modifié par les arrêtés du 6 mai 2021, du 12 novembre 2021 et du 15 décembre 2022 ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter l'arrêté spécifique des services d'accompagnement en accueil familial du fait des modifications introduites dans l'arrêté du 5 décembre 2018 précité ;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services d'accompagnement en accueil est abrogé.

Art. 2. L'article 9, § 1^{er}, du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ci-après dénommé « l'arrêté du 5 décembre 2018 », est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes, exprimées en équivalents temps plein :

1° 0,25 personnel psycho-social au barème master ou personnel médical au barème master pour 18 mandats agréés, avec un maximum de 0,33 personnel médical au barème master par service ;

2° 0,5 personnel psycho-social au barème bachelier pour 12 mandats agréés ;

3° 0,25 personnel administratif pour 18 mandats agréés, avec un maximum d'1 personnel administratif au barème économiste gradué ou au barème économiste non gradué par service ;